L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, DIMANCHE MATIN, 10 SEPTEMBRE 1871. 32me Année.—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE MATIN, 10 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à 10 heures et demie—tous les meubles et effets qui se trouvent dans la maison de l'angle des rues Canal et Bourbon—Et à 3 heures P. M., à l'entrepôt No 74 rue Ste-Anne—un assortiment de vins, liqueurs, etc.

Par O. Vasseur, à midi, rue Peters, coin Jefferson, 16,500 cyprès de la Havane.

Par Kug Conrad, à 10 h. P. M., sur la Levée, au bout No 16—le schooner anglais "Minerva".

Par Gabriel Lesmann, rue des Chartres—Voir aux annonces d'articles de toilette, chapeaux et habillements.

Par Peters, rue No 14 de la rue de Chartres, vente de chaussures.

Par H. E. Murphy, au No 34 de la rue du Commerce—Jouets et quincaillerie.

ATTENTION!!

Le Shérif procédera demain, aux ventes à l'encan ci-après :

A 10 heures A. M., sur les lieux, à l'angle des rues du Canal et Bourbon, Deuxième District, Immobiles, installations, glaces, &c., &c.

A 11 à heures P. M., à son entrepôt, No 74, rue Ste Anne, entre celles Royale et Bourbon, même vendra un assortiment de vins, liqueurs, vaisselle, verrerie, meubles et articles divers.

Voir l'Annonce.

Vente d'immeubles. — Notre appelons l'attention particulière des capitalistes sur la vente que MM Nash & Hodgson doivent faire SAMEDI et ensuite lundi, mardi et mercredi prochains en briques, Nos 33 et 35 rue Pruth, entre les rues Canal et Nouvelle, mais maintenant sur le pied de rue Bienville.

Jouets et Quincaillerie. — Voyez l'annonce Vencan de M. D. E. Murphy.

Pour Affaires.—Pour vos Factures, Cartes, Circulaires, Lettres ou Reliures en tous genres, s'adresser à Peltier Printing Office, No 119 et 114, rue Gravier.

M. Thiers et le parlementarisme.

Monsieur Thiers a déclaré que son idéal de gouvernement était le gouvernement parlementaire tel qu'il existe en Angleterre. Or ce gouvernement n'est autre que celui du pouvoir législatif, dont le cabinet ne doit être qu'un instrument docile et passif. Survient-il un dissentiment entre les représentants du pays et les ministres, ceux-ci doivent s'incliner et se retirer s'ils ne préfèrent se soumettre aux décisions de la majorité. Comment concilier ces théories constitutionnelles si chères à monsieur Thiers, avec les nombreux cas qu'il n'a cessé de manifester, depuis son avènement au pouvoir, en février dernier, à imposer sa manière de voir à l'Assemblée nationale!

Il y a quelque chose de l'enfant gâté dans les menaces si souvent faites par M. Thiers de donner sa démission, et cette manière d'agir n'est pas digne de la haute position qu'il occupe. A chaque différend survenu, M. Thiers demande un vote de confiance, et lorsqu'il l'a obtenu, il se décide à rester. Quelle stabilité y a-t-il dans un pouvoir si singulièrement établi et exposé à des oscillations si fréquentes? On paraît se passer cette question, quand on voit une nouvelle surgir entre monsieur Thiers et la majorité, quelques jours à peine après l'adoption du décret sur la prolongation des pouvoirs, décret agréments, à la requête d'un des ministres, d'un nouveau vote de confiance.

Suivant le mot spirituel d'un nouvelliste, M. Thiers ne peut pas continuer, pendant trois ans, à avoir des préférences pour tout le monde. Certes, nous ne désirons pas plus que le chef du pouvoir exécutif, voir le triomphe des idées rétrogrades de la droite, la restauration des Bourbons et toutes ses conséquences, mais il nous est pénible à comprendre pourquoi M. Thiers expose à mésentente avec la droite sur certaines questions d'ordre, dans lesquelles il devrait se séparer complètement de la gauche.

Le gouvernement de M. Thiers qui a si sévèrement les communeux à la raison, qui n'a pas hésité à bombarder et à détruire Paris, ne devrait pas marchander son concours à la majorité pour toutes les mesures tendant à affermir l'ordre dans le pays et à préserver la nation de nouveaux bouleversements intérieurs. C'est, cependant, de qu'il a fait à l'occasion de la loi sur le désarmement des gardes nationales. Cette question a été admirablement discutée par le rapport du général Chanzy, rapport que nous reproduisons aujourd'hui.

Les Républicains de la Chambre qui semblent prendre à tâche de dégoûter le pays de la République, ont fait une violente opposition au projet de loi. L'un d'eux, M. Ordinaire, est allé jusqu'à prononcer le mot de guerre civile—tactique détestable qui doit avoir l'effet contraire à celui qu'en attendait son auteur. Ce n'est pas après la lutte gigantesque dans laquelle la France a eu raison de la plus formidable insurrection qu'on ait encore vue qu'il convient à un parti de menacer le pays de nouvelles convulsions.

M. Thiers ne fait rallié franchement au projet de la commission sur le désarmement de la garde nationale comme à toutes les autres mesures ayant pour objet affermissement de l'ordre, il eût gagné de plus en plus à conserver titres à la confiance de la majorité et sa parole n'en eût été écoutée qu'avec plus de déférence quand il se serait trouvé, d'autres questions, en désaccord avec la majorité. Mais M. Thiers, dédaignant ménager les susceptibilités de la droite, a eu le tort de se plaire, dans la session à propos du désarmement des gardes nationales, sur un terrain très scabreux, et son discours a été l'objet de telles marques de désapprobation que l'orateur a dû, encore une fois, recourir à son droit de démission. Quel effet produira-t-elle sur ceux qui désirent la voir? Nous ne savons encore, mais il est à présumer que ceux qui ne voulaient pas se séparer de M. Thiers, à propos de la question des gardes nationales, ne voudront pas davantage le faire à propos de son avènement au pouvoir, et qu'ils se contenteront de lui donner une leçon sévère, mais sans conséquence.

Les journaux de la droite, et notamment le *Journal de Paris*, ne cachent pas leur mécontentement. Ils ne peuvent pas comprendre qu'un homme qui a rendu tant de services au pays, qui a su le relever de ses ruines, qui a su lui conquérir l'estime de l'Europe entière, ait pu se laisser entraîner à des actes qui ne peuvent que compromettre son autorité et celle du gouvernement. Ils ne peuvent pas comprendre qu'un homme qui a su rendre à la France sa place parmi les nations, ait pu se laisser entraîner à des actes qui ne peuvent que compromettre son autorité et celle du gouvernement. Ils ne peuvent pas comprendre qu'un homme qui a su rendre à la France sa place parmi les nations, ait pu se laisser entraîner à des actes qui ne peuvent que compromettre son autorité et celle du gouvernement.